

L'AUSTÉRITÉ CONTRE L'EMPLOI

Pierre Mendès France
Gabriel Ardant

L'AUSTÉRITÉ CONTRE L'EMPLOI

Extraits de *La Science économique et l'action*,
présentés et annotés par Christian Chavagneux

Conception graphique : Arnaud Lebassard
Maquette : Atelier Dazibao
© Les petits matins/Alternatives Économiques, 2013

Les petits matins, 31, rue Faidherbe, 75011 Paris,
www.lespetitsmatins.fr
Alternatives Économiques, 28, rue du Sentier, 75002 Paris,
www.alternatives-economiques.fr

© Éditions Gallimard, 1973, pour *Science économique et lucidité
politique*
Merci à Michel Mendès France de nous avoir autorisés à reproduire
les textes de son père, Pierre Mendès France.

ISBN : 978-2-36383-104-0
Diffusion Seuil
Distribution Volumen

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés
pour tous pays.

Alternatives
Economiques

{ LES Petits matins }

Introduction	7
Quelle politique budgétaire en période de chômage ? .	15
Les politiques budgétaires au regard de l'histoire : les mauvais exemples de Brüning et de Laval, le bon exemple du New Deal.....	29
Une condamnation de la fraude fiscale	65
Comment penser l'économie et ses crises ?	69
Le chômage d'abord	91
Pour aller plus loin	97

Précision : les notes de bas de page sont de l'éditeur.
Celles du texte original n'ont pas été reprises.

Christian Chavagneux est rédacteur en chef adjoint du mensuel *Alternatives Économiques* et rédacteur en chef de la revue *L'Économie politique*. Il débat tous les samedis matins sur France Inter dans l'émission « On n'arrête pas l'éco ». Il a obtenu le prix 2012 du meilleur article financier. On peut le retrouver sur son blog ainsi que sur Twitter.

INTRODUCTION PAR CHRISTIAN CHAVAGNEUX

Le 18 octobre 1982 s'éteignait Pierre Mendès France. Député, ministre du Front populaire, de Charles de Gaulle et du socialiste Guy Mollet, éphémère président du Conseil de juin 1954 à février 1955¹, Mendès fait partie de ces (rares) hommes politiques qui s'intéressent de près aux questions économiques. Lecteur de Keynes dès les années 1920, il construit son approche à un moment où la crise mine l'emploi, où la finance dérape et où l'on s'interroge sur les meilleures politiques à suivre pour répondre à ces problèmes. Le relire aujourd'hui s'avère particulièrement instructif.

1. Pour un bilan de son passage au pouvoir, voir Gérard Vindt, « Mendès France, un républicain de gauche keynésien », *Alternatives Économiques*, n° 228, septembre 2004.

Le déficit budgétaire contre le chômage

Féru de théorie économique, Mendès pense, à l'image de Keynes, que « les politiques anciennes ou actuelles sont marquées par les théories auxquelles, implicitement ou explicitement, elles se rattachent² ». S'il applaudit les économistes libéraux pour avoir montré le rôle essentiel des prix dans la coordination des agents économiques en économie de marché, il regrette qu'ils n'aient rien à dire pour expliquer et lutter contre les crises et les situations durables de chômage comme celles des années 1930. Il faut donc inventer les remèdes nécessaires, ce qu'a su faire Keynes à ses yeux.

Face au sous-emploi, affirme Mendès, exemples historiques à l'appui, il ne faut surtout pas courir après l'équilibre budgétaire car cela tue la croissance. Fin politique, il sait que l'opinion publique ne le suivra pas forcément sur ce point car il lui faut comprendre « que ce qu'elle avait l'habitude de considérer comme la politique la plus sage et la plus vertueuse, l'équilibre du budget, puisse être à déconseiller » quand le chômage bat son plein. Il n'y a que lorsque la prospérité est revenue que l'équilibre budgétaire doit redevenir nécessaire, mais pas avant, conclut Mendès.

2. Sauf mention contraire, les citations sont issues de Pierre Mendès France et Gabriel Ardant, *La Science économique et l'action*, Unesco-Julliard, 1954.

Concrètement, la politique budgétaire idéale par temps de crise doit jouer à la fois sur les dépenses et sur les recettes. Côté dépenses, il faut pousser l'investissement public. Côté recettes, Mendès apprécie la politique menée par Roosevelt durant le New Deal : augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu (la plus haute tranche étant, en 1935, portée à 75 % pour les plus riches...), augmenter les droits de succession, frapper d'un impôt supplémentaire les bénéfices non distribués des sociétés.

La quête d'une fiscalité juste n'a jamais quitté Mendès France : en 1932, il appelle au développement des droits de succession et, dès 1938, il réclame un impôt « annuel et permanent » sur la fortune, une idée qu'il ne cessera de remettre sur le tapis, préfigurant l'instauration de l'impôt sur les grandes fortunes par la gauche au pouvoir en 1982. À l'inverse, il restera toute sa vie opposé aux impôts sur la consommation de type TVA, « l'impôt de la vie chère, qui décourage le consommateur et accroît la crise ; l'impôt injuste », affirme-t-il en 1974³. Il condamnera également à de nombreuses reprises l'évasion fiscale, outil à ses yeux d'une concurrence déloyale.

3. Sur ces questions, voir Gilbert Orsoni, « Pierre Mendès France, le budget et la fiscalité », in *Pierre Mendès France et l'économie*, sous la direction de Michel Margairaz, Odile Jacob, 1989.

La politique monétaire a également son rôle à jouer pour lutter contre le chômage en visant une politique de taux d'intérêt bas. Mais, en diminuant son taux directeur, la Banque centrale n'influence directement que les taux à court terme. Or, si l'on veut soutenir l'investissement et l'emploi, il faut également faire baisser le taux des emprunts à long terme. Comment ? « La solution consiste à utiliser l'émission de monnaie pour acheter des titres de créance à long terme, des rentes sur l'État par exemple. » Aujourd'hui, on dirait que la Banque centrale doit acheter des titres de dette publique pour maintenir des taux à long terme bas pour les emprunts d'État...

Maîtriser la finance

Mais la Banque centrale n'est pas la seule à maîtriser les conditions du crédit à l'économie. Les banques y jouent également un rôle essentiel. En ce sens, « il s'agit, en effet, d'un véritable service public, et l'État, gardien du système des échanges – même en régime libéral –, ne peut s'en désintéresser ».

Si l'État doit toujours réguler la finance, quelle doit être son intervention particulière en période de crise ? « Il faut assurer la confiance du public dans la gestion des banques », ce qui peut le conduire

« à intervenir dans la gestion des banques de dépôts, à leur interdire certaines opérations et à contrôler leur activité ».

Pierre Mendès France affiche une défiance certaine vis-à-vis du pouvoir des banquiers, qu'ils soient privés ou publics. Si la Banque des règlements internationaux (BRI) est aujourd'hui connue pour être le lieu où se réunit son Comité de Bâle, qui fixe les règles dites de Bâle 3 de contrôle des risques pris par les banques, elle représente pour Mendès lors de sa naissance en 1930 un danger pour la démocratie.

L'institution est créée pour régler le problème des réparations dues par l'Allemagne aux alliés : en passant par cette nouvelle banque, qui regroupe des techniciens de banques centrales, on dépolitise le sujet. Mais la BRI pourra aussi intervenir sur les marchés, distribuer des crédits, stabiliser ou déstabiliser les monnaies et donc influencer les choix de politique économique des États, ce qui horripile déjà le futur homme politique français, auteur en 1930 de *La Banque internationale*⁴. Mendès y voit la création d'un outil de « l'internationale des grandes affaires » : « La BRI, il faut y revenir, n'est pas une victoire des peuples, elle est une construction des banquiers. »

4. Pierre Mendès France, *La Banque internationale (contribution à l'étude du problème des États-Unis d'Europe)*, Librairie Valois, 1930.

Or, le politique doit absolument précéder l'économique car, si « on bâtit l'internationale de la finance avant l'internationale du travail, de la production d'intérêt général, de la paix, le danger est que celle-ci ne se fasse que sous le contrôle et à la discrétion de "l'argent roi" ». Face au pouvoir de la finance, il faut alors construire les États-Unis d'Europe, affirme Mendès.

Ambiguïtés européennes

Dans son ouvrage de 1930, Mendès s'enflamme en faveur de la construction d'une « fédération pan-européenne », faute de quoi il y aurait deux politiques en Europe : celle des États, morcelée, et « la politique étroite des banques, destinée à imposer aux nations les solutions de leurs intérêts ». Mendès est alors prêt à déléguer une partie de la souveraineté nationale à une institution européenne supranationale, notamment en matière douanière. Pourtant, en juillet 1957, il vote « non » au traité de Rome instituant la Communauté économique européenne. Il craint que l'Europe qu'on lui propose fasse la part trop belle aux marchands, pas assez au social et à l'intervention de l'État. Il a peur que l'économie française ne soit pas assez forte face à la concurrence allemande. Il accepte le principe d'une autorité européenne

supranationale, mais craint la dérive technocratique (il soutiendra l'élection des députés européens au suffrage universel en 1979). Lors des premiers débats sur une monnaie unique européenne en 1969, il ne voit pas l'intérêt du projet et précise en 1971 que l'Europe doit d'abord créer une autorité politique pour mener une politique économique commune, prélude essentiel à une Europe monétaire⁵...

S'il discute de technique économique, Pierre Mendès France est avant tout un homme politique. Il sait que toutes ses propositions impliquent de remettre en cause des intérêts bien établis. « La question se pose donc de savoir si les puissances capitalistes, et notamment les classes économiquement les plus puissantes, accepteront cette réduction de leurs profits » en faveur de l'emploi et de l'intérêt général. Il n'aurait pas été dépaycé dans la France actuelle...

5. Voir Gérard Bossuat, « Pierre Mendès France, une volonté pour l'Europe, 1944-1974 », in *Pierre Mendès France et l'économie*, *op. cit.*

QUELLE POLITIQUE BUDGÉTAIRE EN PÉRIODE DE CHÔMAGE ?

Pour Pierre Mendès France, une panne de croissance est forcément d'abord une panne de la demande. Sa préoccupation est alors de déterminer les meilleures politiques qui permettraient de la relancer. Pour augmenter la consommation, il préconise de recourir à l'impôt : puisque les pauvres consomment une partie plus importante de leurs revenus que les riches, il faut taxer ces derniers pour redistribuer du pouvoir d'achat. Car une période de crise est le signe d'une société devenue trop inégalitaire. Afin d'alléger la dette des ménages, il ne faut pas hésiter à laisser filer un peu les prix : l'inflation contribue à effacer les dettes.

La perspective d'une inflation à venir est également un atout clé dans le soutien à l'investissement des entreprises : l'anticipation d'une hausse des prix incite les

patrons à investir. Pour leur permettre de financer leurs investissements, il faut également s'assurer qu'ils pourront emprunter pour pas cher : la politique monétaire doit viser des taux d'intérêt les plus bas possibles. En particulier ceux à long terme. Et, pour les obtenir, la banque centrale doit intervenir pour acheter des dettes souveraines. Quel dommage que Jean-Claude Trichet n'ait pas lu Mendès ! Il y aurait puisé dès le début de la crise européenne de bons conseils qui auraient sûrement contribué à éviter des longs mois de souffrance à nombre de populations.

La relance de l'activité passe également par des politiques d'investissements publics. Car la politique budgétaire vertueuse, en période de chômage important, c'est le déficit. Certes, les comptes publics doivent être équilibrés, mais sur l'ensemble du cycle économique : il faut attendre la reprise pour revenir à l'équilibre, voire à l'excédent budgétaire.

On est frappé, à lire Mendès aujourd'hui, de voir combien les positions d'un Paul Krugman ou d'un Joseph Stiglitz ne sont généralement que la reprise d'arguments que l'homme politique français, comme d'autres, mettait en avant il y a plus de cinquante ans. La coïncidence n'est pas fortuite : tous appuient leurs raisonnements et leurs engagements sur la lecture de John Maynard Keynes, dont chaque crise permet de

réapprendre des enseignements malheureusement ensuite trop vite oubliés.